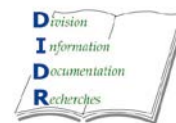


22 septembre 2017



La Commission d'examen des requêtes des citoyens demandant le paiement de compensations pour les logements et biens perdus du fait de la crise en République de Tchétchénie

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. La Commission d'examen des requêtes des citoyens demandant le paiement de compensations pour les logements et biens perdus du fait de la crise en République de Tchétchénie	3
2. Difficulté des citoyens à faire valoir leurs droits à une compensation	4
Bibliographie	6

Résumé

Mise en place en 2003 d'une Commission d'examen des requêtes des citoyens demandant le paiement de compensations pour les logements et biens perdus du fait de la crise en République de Tchétchénie ; difficulté des bénéficiaires à faire valoir leurs droits, notamment en raison de la corruption des fonctionnaires en charge de leur dossier.

Abstract

Setting up in 2003 of a Commission for the examination of applications made by citizens asking for the payment of compensations for the loss of accommodation and goods as a result of the crisis in the Chechen Republic; difficulties encountered by the recipients to assert their rights, first of all because of the corruption of the agents responsible for their case.

* *

NB : Les traductions des citations en langues étrangères ont été effectuées par la DIDR.

1. La Commission d'examen des requêtes des citoyens demandant le paiement de compensations pour les logements et biens perdus du fait de la crise en République de Tchétchénie

En 1995 et 1997, la Fédération de Russie adopte deux textes législatifs prévoyant le paiement de compensations financières aux habitants de Tchétchénie ayant perdu leur logement et/ou leurs biens en raison du conflit ayant sévi dans la république¹. Après la deuxième campagne de Tchétchénie et les destructions supplémentaires qu'elle a engendrées, ces dispositions sont complétées par un nouvel arrêté du gouvernement fédéral daté du 4 juillet 2003, « *Sur le dispositif d'attributions de compensations pour la perte de logements ou de biens due à la crise en République de Tchétchénie et concernant les citoyens résidant de manière permanente sur son territoire* »².

Cet arrêté met en place une Commission d'examen des requêtes des citoyens demandant le paiement de compensations pour les logements et biens perdus du fait de la crise en République de Tchétchénie (en russe *Komissiiā po rassmotreniou zaiavlenii grajdan o kompensatsionnikh vyplatakh za outratchennoe v rezoul'tate razrechenia krizisa v Tchetchenskoï Respublike jil'io i imouchchestvo*)³. Selon le texte, son secrétariat, composé de représentants des organes du pouvoir exécutif de la République tchétchène, du ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie, du Service fédéral de sécurité (FSB) et de l'Agence fédérale de construction et de gestion des logements⁴, doit établir, avant le 15 août 2003, une liste des citoyens dont le logement figure sur le registre des logements détruits sur le territoire tchétchène et n'a pas encore été rénové⁵, avant de pouvoir procéder à l'examen de leurs requêtes⁶. Il semble toutefois que, contrairement aux dispositions de l'arrêté du 4 juillet 2003, cette liste a été constamment modifiée dans les années suivantes⁷.

Les compensations, dont le montant s'élève à 300 000 roubles pour un logement, sans égard à sa superficie ou au nombre de personnes y résidant, et à 50 000 roubles pour des biens, peuvent être attribuées à toute personne résidant de manière permanente en Tchétchénie dont le logement a été totalement détruit à partir du 12 décembre 1994 et qui n'a pas bénéficié d'allocations au titre des décrets de 1995 et 1997, à l'exception des personnes dont le logement a été à nouveau détruit⁸. Pour pouvoir en bénéficier, la personne lésée doit présenter, outre ses documents d'identité, une requête rédigée sur un formulaire prévu à cet effet au nom de tous les habitants enregistrés dans le logement, l'original et la copie certifiée par un notaire d'un document prouvant la propriété ou l'usage du logement détruit et un document certifié par un notaire confirmant que tous les membres du foyer sont d'accord pour recevoir la compensation⁹. L'obligation d'enregistrement a été supprimée en 2009¹⁰.

¹ Fédération de Russie, République de Tchétchénie, Médiateur des droits, *Доклад о деятельности уполномоченного по правам человека в Чеченской республике в 2014 году*, Grozny, 2015 ; *Kavpolit*, Беженцам чеченской войны закрывают двери жилищного вопроса, 20/11/2016

² Fédération de Russie, République de Tchétchénie, Médiateur des droits, 2015 ; Fédération de Russie, Portail internet officiel d'informations juridiques, *О порядке существования компенсационных выплат за утраченное жилье и имущество пострадавшим в результате разрешения кризиса в Чеченской Республике гражданам, постоянно проживающим на ее территории*, 04/07/2003

³ Fédération de Russie, Portail internet officiel d'informations juridiques, 04/07/2003

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ *Nezavissimaya Gazeta*, Чечня выставила Центру счет на полтриллиона, 20/04/2011

⁸ Fédération de Russie, Portail internet officiel d'informations juridiques, 04/07/2003

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Chechnya Today*, Жители ЧР, потерявшие жилье и имущество, теперь смогут получить компенсацию без прописки, 02/02/2009

A plusieurs reprises au cours des années d'existence de la Commission, le président tchétchène Ramzan Kadyrov exige que l'examen des dossiers soit accéléré afin que celle-ci puisse clôturer ses travaux¹¹. Le 22 janvier 2014, il signe finalement un décret prévoyant la dissolution du secrétariat de la Commission¹². Aucune information complémentaire confirmant la fermeture effective de la Commission n'a cependant été trouvée dans les sources publiques consultées en français, anglais et russe.

Selon les données statistiques les plus récentes qui ont pu être trouvées, 165 000 personnes avaient déposé une requête auprès de la Commission à la date d'avril 2011¹³. De plus, 85 151 foyers se sont effectivement vu attribuer une compensation entre 2003 et 2014¹⁴.

2. Difficulté des citoyens à faire valoir leurs droits à une compensation

De nombreuses sources évoquent la difficulté des bénéficiaires potentiels à obtenir la compensation financière qui leur est due, y compris lorsqu'ils ont déjà reçu une réponse positive à leur requête de la part de la Commission¹⁵. Les médias gouvernementaux font régulièrement état des remontrances dont les membres de la Commission font l'objet de la part des pouvoirs tchétchènes en raison de leur manque d'efficacité. Ainsi, en octobre 2007, le président du secrétariat de la Commission, Soultan Issakov, est blâmé par le Premier ministre tchétchène d'alors, Odes Baïssoultanov¹⁶. En mai 2008, le représentant plénipotentiaire du président russe dans le District fédéral du sud, Vladimir Oustinov, exprime publiquement « *son inquiétude que même ces petites sommes [attribuées au titre de compensations] ne sont pas versées* »¹⁷. Un an plus tard, en avril 2009, Ramzan Kadyrov décide de transférer le contrôle des paiements à son vice-premier-ministre, Akhmad Guekhaev¹⁸. La mesure n'est cependant pas efficace et, en mai 2015, le Médiateur des droits de la république caucasienne indique dans son rapport annuel avoir été informé par le parquet de Tchétchénie de nombreuses plaintes de citoyens, dont 17 468 n'auraient toujours pas reçu les compensations auxquelles ils avaient droit¹⁹.

En 2013, l'ONG russe Mémorial rapporte le cas de Maïa Makhmoudovna Arsanguirieva, une retraitée de Grozny qui a perdu sa maison lors de la première guerre. En septembre 2003, elle dépose un premier dossier auprès de la Commission, mais ses documents sont perdus et elle doit déposer un second dossier. Cinq ans plus tard, en 2008, elle reçoit une confirmation que sa maison est bien inscrite sur le registre des logements détruits et que sa requête a reçu une réponse favorable. Au printemps 2013, après qu'elle s'est plainte auprès de plusieurs instances car la compensation à laquelle elle avait droit ne lui avait toujours pas été versée, un agent de l'administration du district de Leninski

¹¹ *Chechnya Today*, 02/02/2009 ; *Chechnya Today*, В Чеченской Республике в этом году завершится выплата компенсаций за утраченное жилье и имущество, 04/02/2011 ; *Regnum*, На компенсации за разрушенное жильё жителям Чечни выделено почти 3.4 млрд рублей, 22/11/2012 ; *Rossiiskaia Gazeta*, Доклад Уполномоченного по правам человека в Российской Федерации за 2014 год, 07/05/2015

¹² *Rossiiskaia Gazeta*, 07/05/2015

¹³ *Nezavissimaya Gazeta*, 20/04/2011

¹⁴ *Rossiiskaia Gazeta*, 07/05/2015

¹⁵ *Nezavissimaya Gazeta*, 20/04/2011 ; Memorial, Чечня: куда исчезла компенсация грозненки за разрушенное жильё?, 27/09/2013 ; *Regnum*, Премьер Чечни: Не позволю создать из комиссии по выплатам компенсаций доходную лавку, 03/10/2007 ; *Regnum*, Полпред президента в ЮФО согласился, что сумма компенсации недостаточна для постройки дома, 29/05/2008 ; *Regnum*, Выплаты жителям Чечни за разрушенное жильё будут взяты под контроль вице-премьером, 14/04/2009 ; *Rossiiskaia Gazeta*, 07/05/2015 ; *Newsru.com*, В Чечне жители вынуждены платить "откат" в 50%, чтобы получить компенсацию за разрушенное жильё, 07/02/2008

¹⁶ *Regnum*, 03/10/2007

¹⁷ *Regnum*, 29/05/2008

¹⁸ *Regnum*, 14/04/2009

¹⁹ *Rossiiskaia Gazeta*, 07/05/2015

(Grozny) prétend qu'elle a envoyé un courrier de renonciation à sa compensation, ce que Maïa Makhmoudovna conteste. Quelques mois plus tard, en juillet 2013, le même agent de l'administration du district, à nouveau sollicité par la retraitée, lui rétorque qu'elle ne se trouve pas sur la liste des personnes ayant droit à une compensation, sans lui fournir la moindre explication.

Selon Mémorial, « beaucoup » d'habitants de Tchétchénie sont dans la même situation qu'elle²⁰.

La cause principale de cette incapacité des citoyens à faire valoir leurs droits paraît être la corruption des fonctionnaires de la Commission²¹. En 2007, le ministre-adjoint des finances tchétchène Ilias Edilguiriev estime que, sur les 209,65 millions de roubles versés au titre des compensations, 59,22 millions sont retournés dans le budget des structures gouvernementales « *par des moyens illégaux* »²². En effet, selon plusieurs témoignages, des « *intermédiaires* », qui s'avèrent le plus souvent être les fonctionnaires en charge des dossiers de compensation, exigent que les bénéficiaires partagent avec eux l'argent reçu²³. Le site d'informations *Newsru.com* distingue ainsi deux méthodes employées par les membres de la Commission pour s'accaparer une partie des compensations : le bénéficiaire peut soit payer un pot-de-vin de 30 000 roubles en amont de l'examen de son dossier, méthode peu fiable car il peut être trompé par son « *intermédiaire* », soit partager sa compensation en parts égales immédiatement après l'avoir reçue²⁴. *Newsru.com* cite le témoignage d'un habitant de Grozny :

*« A la sortie du département de la banque dans la rue de la Paix, une connaissance qui a servi d'intermédiaire lors de l'établissement de mes documents m'a proposé de monter dans sa voiture. Là nous avons partagé ma compensation en parts égales, comme convenu, et ensuite il m'a même raccompagné à la maison. Mes voisins qui n'ont pas accepté de partager 50/50 attendent toujours leur tour »*²⁵.

Début 2008, 789 affaires pénales pour corruption dans le cadre du versement des compensations avaient été ouvertes par les autorités tchétchènes, dont 257 ont été déférées au tribunal pour examen plus approfondi. De ces dernières, 225 ont fait l'objet d'une condamnation²⁶.

A noter également qu'en novembre 2006, Soultan Issakov, président du secrétariat de la Commission, est arrêté car il est soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin. Il est cependant vite relâché et n'est pas démis de ses fonctions, qu'il exerce encore plusieurs années après²⁷.

²⁰ Memorial, 27/09/2013

²¹ *Nezavissimaya Gazeta*, 20/04/2011 ; *Newsru.com*, 07/02/2008

²² *Newsru.com*, 07/02/2008

²³ *Nezavissimaya Gazeta*, 20/04/2011 ; Commission européenne, Direction générale de l'aide humanitaire, *Aide humanitaire pour les victimes du conflit tchétchène dans le Caucase. Plan global 2007*, décembre 2006 ; *Nezavissimaya Gazeta*, 20/04/2011

²⁴ *Newsru.com*, 07/02/2008

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Nezavissimaya Gazeta*, 20/04/2011

Bibliographie

[Sites web consultés en septembre 2017]

Institutions internationales

Commission européenne, Direction générale de l'aide humanitaire, *Aide humanitaire pour les victimes du conflit tchétchène dans le Caucase. Plan global 2007*, décembre 2006

https://ec.europa.eu/echo/files/funding/decisions/2007/N-Caucasus_gp_fr.pdf

Institutions nationales/sites gouvernementaux

Fédération de Russie, République de Tchétchénie, Médiateur des droits, *Доклад о деятельности уполномоченного по правам человека в Чеченской республике в 2014 году*, Grozny, 2015

<http://euro-ombudsman.org/wp-content/uploads/2016/01/doklad-2014.pdf>

Fédération de Russie, Portail internet officiel d'informations juridiques, *О порядке осуществления компенсационных выплат за утраченное жилье и имущество пострадавшим в результате разрешения кризиса в Чеченской Республике гражданам, постоянно проживающим на ее территории*, 04/07/2003

http://www.pravo.gov.ru/proxy/ips/?doc_itself=&infostr=xO7q8+z17fIg7vLu4fDg5uDI8vH/IO3IIOIg7+7x6+Xk7eXpIPDI5ODq9ujo&nd=102082505&page=1&rdk=9#IO

ONG

Memorial, *Чечня: куда исчезла компенсация грозненки за разрушенное жилье?*, 27/09/2013

<https://memohrc.org/news/chechnya-kuda-ischezla-kompensaciya-groznenki-za-razrushennoe-zhile>

Médias

Kavpolit, Беженцам чеченской войны закрывают двери жилищного вопроса, 20/11/2016

<http://kavpolit.com/articles/bezhentsam-chechenskoj-vojny-zakryvajut-dveri-zhil-29774/>

Rossiiskaia Gazeta, Доклад Уполномоченного по правам человека в Российской Федерации за 2014 год, 07/05/2015

<https://rg.ru/2015/05/06/doklad-site-dok.html>

Regnum, На компенсации за разрушенное жильё жителям Чечни выделено почти 3.4 млрд рублей, 22/11/2012

<https://regnum.ru/news/society/1596042.html>

Nezavissimaya Gazeta, Чечня выставила Центру счет на полтриллиона, 20/04/2011

http://www.ng.ru/regions/2011-04-20/1_chechnia.html

Chechnya Today, В Чеченской Республике в этом году завершится выплата компенсаций за утраченное жилье и имущество, 04/02/2011

<http://chechnya.gov.ru/page.php?id=8779&r=126>

Regnum, Выплаты жителям Чечни за разрушенное жилье будут взяты под контроль вице-премьером, 14/04/2009

<https://regnum.ru/news/economy/1150512.html>

Chechnya Today, Жители ЧР, потерявшие жилье и имущество, теперь смогут получить компенсацию без прописки, 02/02/2009

<https://chechnyatoday.com/content/view/1341>

Regnum, 923 человека не смогут получить компенсации за разрушенное жилье из-за прописки (Чечня), 20/11/2008

<https://regnum.ru/news/polit/1087042.html>

Regnum, Полпред президента в ЮФО согласился, что сумма компенсации недостаточна для постройки дома, 29/05/2008

<https://regnum.ru/news/polit/1007690.html>

Newsru.com, В Чечне жители вынуждены платить "откат" в 50%, чтобы получить компенсацию за разрушенное жилье, 07/02/2008

<http://www.newsru.com/russia/07feb2008/otkat.html>

Regnum, Премьер Чечни: Не позволю создать из комиссии по выплатам компенсаций доходную лавку, 03/10/2007

<https://regnum.ru/news/economy/893892.html>